Relations RELOTIONS

L'eau du Québec entre nos mains

Amélie Descheneau-Guay

Number 757, June 2012

L'eau du Québec entre nos mains

URI: https://id.erudit.org/iderudit/66542ac

See table of contents

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print) 1929-3097 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Descheneau-Guay, A. (2012). L'eau du Québec entre nos mains. *Relations*, (757), 11–12

Tous droits réservés © Relations, 2012

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/



dossier

L'eau du Québec entre nos mains



Yvan LaFontaine, *L'impossible rêve*, 2006, infographie, 62 x 84 cm

AMÉLIE DESCHENEAU-GUAY

la hauteur de Trois-Pistoles, on peut admirer, pendant quelques instants seulement, la descente millénaire du soleil dans la mer, ce même trajet ancestral du jour qui baisse et se fond dans l'horizon brumeux de l'estuaire du Saint-Laurent. Ces quelques secondes où l'eau, l'air et la terre se confondent en un tableau aux teintes fauves nous fait réaliser à quel point ces éléments, que l'on réfléchit souvent séparément, font partie intégrante d'un même grand écosystème auquel nous devons la vie et sont indissociables du territoire québécois.

Cette réflexion sur les berges des Basques fait écho à notre manière d'aborder la question de l'eau au Québec, qui recoupe plusieurs enjeux importants: la biodiversité, la qualité de l'eau, le transport fluvial, les dérivations vers les États-Unis, les dangers de l'exploitation pétrolière et gazière ou les effets d'une possible marée noire. Or, ces enjeux sont souvent traités séparément, de manière parcellaire. Nous gérons de façon sectorielle une ressource vitale pour notre existence même. Ce type de gestion fragmentée, qui a d'ailleurs été reproché au IV^e Plan Saint-Laurent (2010) qui divisait le fleuve en «morceaux névralgiques», s'avère tout à fait adapté à la logique marchande, laquelle divise la nature en biens commercialisables par des processus de privatisation.

Heureusement, cette gestion en silo laisse maintenant de plus en plus la place à la «gestion intégrée» des bassins versants, fondée sur une approche territoriale et écosystémique de préservation de la nature. Cela signifie de penser l'écosystème comme étant un tout indivisible (eau, terre, air). Par exemple, lorsqu'il pleut, la pluie draine des éléments toxiques de la terre

dossier

«Volières. Matin de mai. Sainte-Luce-sur-Mer. Et la pensée comme une aube à la bouche. Tu apprivoises la gravité des choses, le galet dans la paume, l'abeille qui tressaille entre les blés, la face cachée de Dieu sous la pierre polie. Tu épelles le mystère: existence. »

PAUL CHANEL MALENFANT. DU SEUL FAIT D'EXISTER

vers les rivières et les lacs. Aussi, selon cette approche écosystémique, les projets d'exploration et de forage sont inquiétants pour l'intégrité de tout l'écosystème maritime, en particulier le Golfe, un milieu fragile et complexe. La biodiversité même de l'estuaire du Saint-Laurent en dépend. Si l'équilibre naturel de cette petite mer est bouleversé, c'est la source de l'alimentation des animaux de l'estuaire qui est affectée. Cela est alarmant dans un contexte de déclin déjà très prononcé des espèces vivantes dans le fleuve même.

Cette approche écosystémique ne doit pas faire l'économie – comme elle le fait souvent – d'une profonde réflexion sur notre modèle de développement. Car derrière les enjeux de gestion de l'eau, ce sont les questions de notre rapport à la nature dans son ensemble et de nos manières de vivre qui se dessinent. Les changements climatiques causés par notre modèle de développement font subir aux écosystèmes des pressions sans précédent. Seulement sur le fleuve Saint-Laurent, on note une baisse des niveaux de l'eau et la disparition du couvert de glaces en raison du réchauf fement du climat. Nous vivons ainsi les ressacs du développement que nous connaissons, en Occident, depuis la seconde moitié du XX^e siècle. Celui-ci vise à adapter les écosystèmes aux exigences du marché, au lieu que l'économie elle-même s'adapte aux caractéristiques spécifiques des écosystèmes.

Ainsi, la question de l'eau est désormais inséparable d'une remise en question de notre modèle de développement productiviste, en particulier de l'agriculture intensive de type industriel qui exige une importante quantité d'eau et dont la pollution est diffuse, éparse, sournoise. Cette agriculture, de même que l'augmentation de la villégiature sur les lacs du Québec, entraînent une accumulation de phosphore dans les sols, le vieillissement accéléré des cours d'eau et des modifications de la chaîne alimentaire causant la disparition d'espèces.

Pourtant, à l'aube du dixième anniversaire de sa Politique nationale de l'eau, le Québec n'a toujours pas de règlement qui détermine les rejets autorisés de substances toxiques. Il est temps de reconnaître notre participation au déclin de la biodiversité et de la vitalité des milieux humides. Des espèces sont maintenant disparues en raison de nos choix. Comme le soulignait récemment Louis-Gilles Francoeur («Protéger l'eau. Pour vrai!», Le Devoir, 23 mars 2012), l'absence de bilan écosystémique ampute dangereusement la réflexion collective sur le sujet. Selon lui, notre

Politique de l'eau doit impérativement être repensée et intégrée à une politique de protection de la biodiversité en raison de leur caractère inextricable, de même qu'à une politique de protection des derniers grands cours d'eau vierges du Québec, «dont nous sommes les fiduciaires devant le reste de l'humanité» (id.).

L'eau du Québec est entre nos mains. Elle est une res communis («chose commune», selon le Code civil québécois) qui n'appartient à personne mais engage une responsabilité de tous dans sa protection. Assurer la pérennité de nos eaux, ces espaces fondateurs du pays, est une responsabilité collective. Comme le souligne André Beauchamp dans ce dossier, une chose est de gérer l'eau, au sens technique du terme, une autre est d'en percevoir l'enracinement. Ainsi, pour éviter une vision strictement gestionnaire, techniciste et désincarnée des «ressources naturelles», pour affirmer le caractère collectif de cet élément essentiel à notre existence, n'est-il pas primordial de partager et de transmettre notre soif de beauté et notre amour commun de la nature et du monde?

